
LE CANADA FRANÇAIS

Publication de l'Université Laval

Politique

LES NATIONS ANGLO-SAXONNES ET LA PAIX

On ne peut pas comprendre et apprécier exactement l'attitude des nations anglo-saxonnes à l'égard des grands problèmes internationaux si l'on ne connaît pas l'état d'esprit et les réactions intimes de l'opinion publique ainsi que les forces, plus ou moins occultes, qui agissent dans la coulisse.

Ce sont ces divers facteurs qui, en fin de compte, déterminent l'orientation politique de ces pays. C'est pour s'en être tenue à des déclarations ou à des actes officiels que leur action internationale a été souvent mal interprétée.

C'est pourquoi il me paraît opportun de communiquer les observations que j'ai faites dans le monde anglo-saxon. Il ne sera pas question de vous dire mes opinions ou mes préférences, car elles n'auraient pas d'intérêt. J'ai laissé parler les Américains et les Britanniques. Mon rôle est uniquement d'information. Je me tiendrai à l'écart, et je présenterai simplement les résultats de cette perception directe et aussi impartiale que possible.

Pacifisme anglo-saxon

Il y a une unité de vues remarquable chez toutes les nations anglo-saxonnes en ce qui concerne certains aspects du problème de la paix.

L'opinion publique y est, en dépit d'événements récents souvent mal interprétés en France, essentiellement pacifiste. Elle a une horreur profonde de la guerre et est convaincue

que cette dernière ne paie ni les vaincus ni les vainqueurs, mais profite par contre à quelques intérêts privés, particulièrement aux munitionnaires.

Une enquête a été menée officiellement par le Sénat américain sur les industries de guerre. Cette investigation très complète, dont on a fort peu parlé en France pour des raisons qui ne sont pas toujours désintéressées, a reçu, ce qui est essentiel, une grande publicité aux États-Unis et a une influence importante sur la formation de la mentalité américaine et même universelle. Elle établit de façon indiscutable que des bénéfices énormes ont été réalisés par les fabricants de munitions au cours du dernier conflit mondial.

La guerre est la tare la plus grave de la vie internationale et un prochain conflit mondial pourrait aboutir à l'effondrement ou tout au moins à la dislocation de la civilisation occidentale.

Ce fléau doit absolument être écarté. Le pacte Briand-Kellogg, ou pacte de Paris, a mis la guerre hors la loi. Le recours à la force comme moyen de réalisation politique y est considéré comme un crime. Ce pacte traduit exactement le sentiment de l'opinion publique américaine et britannique.

Des referenda ont été organisés dans tous les pays anglosaxons et ont prouvé le désir général de paix chez ces peuples. Je rappellerai celui qui eut lieu, il y a quelques mois, en Angleterre. Près de 12 millions d'individus affirmèrent leur attachement à la paix, à la Société des Nations, à la sécurité collective et à la répression des agressions. C'est un chiffre impressionnant si l'on pense à l'apathie humaine, et si l'on songe que ce referendum n'avait aucun caractère officiel et ne devait avoir aucun résultat pratique. C'était simplement l'affirmation d'une idée, ou plutôt d'un idéal.

Une propagande pacifique active est menée par des quantités d'associations, de clubs et de ligues. Il est intéressant de signaler l'action des églises et des groupements féminins, qui jouent là, on le sait, un rôle essentiel dans la vie politique. Des meetings monstres — seulement dans les pays anglosaxons de pareilles réunions presque spontanées de masses sont possibles — affirment cette volonté de paix.

C'est notamment dans les milieux intellectuels que ces manifestations contre la guerre ont leur origine.

En Amérique et en Angleterre, la jeunesse universitaire est foncièrement pacifiste, même, à l'occasion, anti-militariste.

Dans les Universités américaines, il n'est pas rare de voir discuter avec passion s'il faut interdire les cours militaires créés pour former les élèves officiers de réserve, d'ailleurs la plupart du temps facultatifs. On demande leur suppression en déclarant que, du point de vue psychologique, ils sont dangereux car ils développent des instincts belliqueux. La question des devoirs militaires des individus fait aussi aux États-Unis l'objet de discussions.

Les étudiants américains ne s'intéressent guère à la politique, en tout cas beaucoup moins que les Français. Ces manifestations revêtent donc encore plus d'importance.

Une minorité d'étudiants déclarent se refuser à prendre les armes, quelles que soient les circonstances, même si le pays était attaqué. L'opinion moyenne et générale dans les milieux intellectuels, est qu'on se refuserait aux devoirs militaires pour soutenir une agression, même contre le Japon, le seul État avec lequel un conflit militaire est possible. Par contre, on prendrait les armes en cas d'attaque des États-Unis par une nation étrangère, mais on précise qu'on ne le ferait que si le territoire américain était violé, c'est-à-dire dans le cas de légitime défense indiscutable. Il ne faut pas prendre à la lettre ces déclarations et en exagérer la portée. Je les mentionne simplement parce qu'elles révèlent fort bien l'état d'esprit qui prévaut souvent en Amérique.

Le culte de la paix n'est pas, bien entendu, l'apanage des seuls intellectuels, il est profondément ancré dans la masse de la population et dans tous les milieux, grâce au prosélytisme pacifiste des innombrables clubs et associations. Un Américain fait partie au moins de l'un d'entre eux. Dans un groupe social, un Anglo-Saxon se sent plus à l'aise et c'est là qu'il donne toute sa mesure.

Pour apprécier exactement la valeur de ces manifestations pacifistes, il faut d'abord songer que les pays anglo-saxons sont la terre d'élection des « objecteurs » de conscience pour des raisons religieuses.

De plus, les États-Unis ne sont, à vrai dire, menacés par personne; la crainte d'agression et l'idée de sécurité n'y ont pas la même importance que dans les pays d'Europe.

On peut se demander aussi si on ne pourrait pas facilement travailler l'opinion publique américaine grâce à une pro-

pagande qui dispose aujourd'hui de moyens perfectionnés, pour l'amener à soutenir une agression contre une puissance étrangère, ou plutôt à participer à un conflit armé, comme ce fut le cas dans la dernière guerre.

Certes, il n'est pas douteux qu'il serait possible de réveiller le chauvinisme de la masse américaine, mais il serait difficile de créer de toutes pièces un mouvement d'opinions bellicistes dans un pays libre où la propagande gouvernementale ou de certains groupes se heurterait à la contre-offensive, probablement victorieuse, des puissantes associations qui travaillent en faveur de l'idée de paix. Sous un régime de dictature, la situation serait toute différente, mais il ne saurait en être question dans les pays anglo-saxons.

Cependant certains esprits s'alarment de la vague de nationalisme qui déferle quelquefois sur les États-Unis et pourrait les orienter tout d'un coup et inconsciemment dans une voie dangereuse. Le refus d'adhérer à la Cour de Justice internationale et l'augmentation des armements, sur lesquels on reviendra, montrent que certaines forces et des orateurs éloquents et spirituels savent détourner l'opinion publique d'un vrai pacifisme auquel, pourtant, elle aspire profondément.

Le sentiment dans les Dominions est très sensiblement voisin de celui qui prévaut aux États-Unis.

Le peuple anglais est lui aussi fermement attaché à la paix grâce à un inlassable prosélytisme pacifiste, mais la participation de la Grande-Bretagne à la Société des Nations et sa solidarité avec l'Europe, où les menaces de guerre sont constantes, compliquent singulièrement les choses.

En Amérique, le désir de paix se complète par le souci d'échapper à toute difficulté internationale, c'est-à-dire par l'adhésion à la politique d'isolement. Au contraire, en Angleterre, cette attitude est de plus en plus condamnée par les grands leaders de la vie politique et par l'opinion publique.

Celle-ci est donc appelée à distinguer entre la guerre injuste, — en toute hypothèse : l'agression, — la guerre de légitime défense ou une opération de police militaire, légale et juste, pour réprimer l'action criminelle d'un agresseur.

A cet égard, il faut expliquer l'attitude prise récemment par les *Trade Unions* et les milieux travaillistes, en général interprétée sans bienveillance en France.

Les déclarations que l'on a jugées imprudentes venaient de milieux irresponsables, et elles ont été prononcées dans la chaleur de congrès où il est habituel de prononcer des paroles téméraires. Dans l'opposition, on est enclin à se montrer moins réservé qu'un chef de gouvernement ou une majorité responsable appelée à prendre des décisions positives.

D'autre part, il n'était pas mauvais, m'a-t-on dit, de rappeler au Gouvernement anglais, qui paraissait hésiter, ses obligations vis-à-vis de la Société des Nations. Cet avertissement a porté ses fruits. La majorité est sortie de son attitude de faiblesse en adoptant, dans une large mesure, l'action recommandée par l'opposition et en lui enlevant ainsi ses meilleurs arguments pour la campagne électorale.

Enfin il convenait de parler énergiquement — peut-être même de faire des menaces — pour intimider un adversaire qui ne semblait redouter que la force et paraissait insensible aux paroles de conciliation. C'est, dit-on, parce qu'on a agi trop tard et qu'on n'a pas fait preuve d'assez de fermeté que l'agression s'est produite. Si on avait fait une pression énergique sur l'Italie, il lui aurait été plus facile de renoncer à ses projets aventureux.

En tous cas, il est vraisemblable que si les Travailistes avaient été au pouvoir, ils auraient reculé devant des sanctions militaires qui n'auraient pas été une simple opération de police comme certains se le figuraient, mais une véritable guerre dont ils ont horreur. Dans l'état actuel des circonstances, c'est-à-dire étant donné la grandeur des armements des grandes puissances, les chefs responsables du travaillisme auraient compris que l'application de mesures de cet ordre à l'une d'elles est impossible sous peine d'aggraver le conflit. La menace de leur mise en vigueur pour intimider celui qui prépare une agression est la seule chose à essayer.

Dans l'avenir, il faudra travailler au désarmement général et simultané. Les Travaillistes s'opposent vivement au programme d'augmentation des armements du Gouvernement conservateur, mais, par contre, envisageraient, avec une certaine faveur, la création d'une gendarmerie internationale pour châtier l'agresseur. Bien des Anglais ne sont plus aussi opposés à cette conception essentielle-ment française d'ailleurs, afin de rendre possible une opération de police sans dommages graves. Mais évidemment

les États qui ont des intentions de conquête ne semblent pas devoir accepter un pareil système, qui les priverait de leur instrument d'agression et les obligerait à suivre la loi internationale.

Quoi qu'il en soit, il existe dans les pays anglo-saxons un mouvement positif et une propagande intense pour inculquer dans les esprits le pacifisme et l'horreur de la guerre.

On y enseigne librement les vertus de la paix. Aucune entrave n'est apportée à cette propagande. Pour donner une idée de l'esprit public de ces pays, je signale le libéralisme anglo-saxon dans le domaine des idées. Il est loisible d'entendre à la radio des orateurs d'opinions très différentes et notamment des pacifistes. Tous ceux qui ont habité aux États-Unis se rappelleront les violents discours du défunt Sénateur Huey Long et du prêtre de Détroit, Coughlin, contre la politique du gouvernement Roosevelt. En Angleterre, on peut aussi écouter des débats sur des questions politiques et sociales au cours desquels parlent successivement des représentants de tous les milieux, même des fascistes et des communistes. Pareille chose peut paraître à l'heure actuelle incompréhensible à un Français. Cette liberté dans l'expression est l'indice du bon état de santé des démocraties anglo-saxonnes.

S'il existe une propagande active en faveur de la paix, il n'existe pas par contre de prosélytisme belliciste qui pourrait la contrebalancer. Il n'y a pas lieu d'insister, car c'est une situation connue ; mais encore faut-il la mentionner, ne fût-ce que pour opposer les pays anglo-saxons à d'autres nations de l'Europe. Il n'y a ni hommes publics responsables, ni chefs d'État, ni presse semi-officielle déclarant que la guerre est une nécessité et une fatalité, qu'elle a des vertus et des qualités certaines, qu'elle permet aux facultés humaines de mieux s'épanouir et qu'elle doit être l'instrument d'expansion des nations.

La propagande pacifiste n'est pas baillonnée ou punie sévèrement. Les films montrant les horreurs de la guerre ne sont pas prohibés ; au contraire, grâce à eux, une propagande active est menée en faveur de la paix. Il n'y a pas de militarisation de la jeunesse ; on ne lui enseigne pas le culte de la force et de la guerre ; des manuels scolaires n'éveillent pas chez les jeunes enfants des convoitises territoriales et l'esprit de conquête.

Le choc psychologique de la guerre a été immense ; tant de sang a été versé que les Britanniques ont mesuré pleinement la folie insensée de 1914.

Dans cette idéologie pacifiste, s'expriment tous les espoirs d'éviter à l'avenir pareille monstruosité. L'Anglais s'y est donné de tout cœur. Il s'agit d'une adhésion plus sentimentale qu'intellectuelle, ce qui n'a pas peu contribué à créer une certaine confusion de pensée et des hésitations en ce qui concerne l'organisation positive de la paix. Toutefois, du point de vue des principes, cette conception revêt une précision satisfaisante.

Aujourd'hui la guerre a été mise hors la loi, l'agresseur fait figure de criminel ; il doit être puni, et en aucun cas ne saurait tirer profit de son agression. A la loi de la jungle et au règne de la force et de la brutalité, les nations anglo-saxonnes désirent substituer un ordre juridique où les aspirations de chacun ne seront satisfaites que par des moyens pacifiques.

Autrefois, dans les relations privées, c'était le règne de la force et de l'anarchie. Les individus pouvaient réaliser leurs ambitions et leurs intérêts en tuant, en volant les gens qui les gênaient. Mais aujourd'hui ces actes ne sont plus possibles.

Certes, dans le passé, il y a eu en matière internationale des violences et des injustices, mais c'était alors la règle, ou plutôt l'absence de règle qui le permettait. Ce fut particulièrement net lors du partage de l'Afrique. Il n'y avait aucune limitation à l'action de chacun. C'était le plus pressé et le plus habile qui se taillait la plus belle part. Lorsque ce dépècement fut presque terminé, on essaya toutefois de codifier dans une certaine mesure les règles de partage.

Désormais, l'opinion publique anglo-saxonne pense qu'il y a un ordre nouveau avec des obligations, des engagements solennels et librement consentis de ne pas recourir à la guerre. Autre temps, autres mœurs ; ce qui était permis autrefois ne l'est plus aujourd'hui, dans la vie internationale comme dans la vie privée. Les violences et les injustices du passé n'emportent pas légitimation de celles que l'on serait tenté de commettre maintenant. Aucune nation n'a le droit de s'en prévaloir.

Les manquements d'hier ne justifient nullement la continuation de pareils errements. Dans beaucoup de milieux,

on regrette l'attitude de faiblesse du Gouvernement anglais dans le conflit sino-japonais. L'Angleterre, comme les autres Puissances d'ailleurs, s'est dérobée à ses obligations, ce qui a naturellement porté un rude coup à la Société des Nations et aux intérêts de ces États en Extrême-Orient. Il n'est que temps aujourd'hui d'agir et de consolider ce système nouveau.

C'est uniquement par des moyens pacifiques, des négociations et la conclusion de traités librement signés par les partis en cause, que les aspirations des États doivent être réalisées. Cet ordre n'exclut pas, d'ailleurs, une certaine élasticité dans la vie internationale, mais cette révision des situations acquises ne saurait être opérée que par des voies juridiques.

Évidemment, on peut dire que c'est parce que les peuples anglo-saxons sont satisfaits, qu'ils défendent ce système nouveau. Cette doctrine est à coup sûr conforme aux intérêts des nations conservatrices, mais tous les États ont contracté librement l'engagement de se soumettre à cet ordre, de ne pas recourir à la guerre et par conséquent doivent le respecter. En tous cas, la France ne peut être que sympathique à cette conception.

Sans doute certaines fractions de l'opinion publique dans les pays anglo-saxons ne professent pas une philosophie aussi optimiste que celle des plus fermes soutiens du pacifisme, mais si elles font preuve de scepticisme à l'égard des moyens préconisés pour assurer la paix, elles n'ont pas le monopole de l'expression de pensée, elles n'ont rien d'officiel, et surtout n'exaltent pas l'esprit guerrier. Elles ne se séparent des pacifistes que sur les méthodes à suivre pour éviter la guerre.

On peut donc dire que l'idéologie de paix est une partie de la conscience anglo-saxonne.

Pacifisme anglo-saxon et armements

Le culte de la paix et l'horreur de la guerre sont profondément ancrés dans la mentalité britannique et américaine.

Comment se fait-il donc que les États-Unis et l'Angleterre soient surarmés et qu'on y parle, à l'heure actuelle, d'augmenter les armements ? Ne s'agit-il pas là d'une contradiction formelle avec le pacifisme anglo-saxon ?

Il est possible, je pense, sans que mes développements n'impliquent ni improbation ni approbation, d'expliquer une attitude qui semble à première vue paradoxale.

Il y a d'abord une raison d'ordre purement psychologique. L'Américain a l'amour du grand et la hantise des records. Il veut être le premier en tout; notamment sa flotte et son aviation militaire doivent être les plus fortes du monde. Une certaine presse, contrôlée par ceux qui profitent des commandes de l'État, sait flatter très habilement cet orgueil.

Dans tous les pays, l'idéal de puissance se substitue à l'idéal de perfection des cultures gréco-chrétiennes.

Toutes les contrées, même celles dont le charme était fait du sens de la mesure, d'esprit artistique, voire d'insouciance, participent de ce goût de l'énorme et se lancent dans cette course infernale des records. J'ai eu souvent l'occasion de constater ce phénomène dans mes pérégrinations à travers l'Europe. Le voyageur aime à contempler les vestiges du passé, mais il est sollicité par les habitants avec une insistance bien ennuyeuse quelquefois d'admirer non pas des œuvres d'art, des peintures, de vieilles églises, mais des routes, des autostrades, des ponts géants, et même parfois des ouvrages et des appareils militaires.

Seulement il ne faut pas juger sur les apparences, sous peine de commettre des erreurs d'interprétation. Cet idéal de puissance, qui est général, n'est pas, dans les pays anglo-saxons, de nature belliqueuse; il n'a pas reçu, comme dans d'autres États, une déviation guerrière. Les armements n'y sont pas considérés comme un instrument de conquête.

Ce n'est qu'en cas d'agression qu'ils seraient utilisés. A cet égard, il faut mentionner que, même aux États-Unis si isolés, les facteurs crainte et sécurité jouent un rôle dans la vie publique surtout à l'égard du Japon.

M. Roosevelt justifie l'augmentation des armements américains par les menaces de guerre qui règnent dans le monde, et par la nécessité de doter les États-Unis d'une puissance militaire suffisante pour prévenir toute attaque. L'Amérique est actuellement inféodée à la doctrine de l'isolement. Elle ne veut se lier avec aucune autre nation, ni par des alliances, ni par un système de sécurité collective. Elle ne fait pas partie de la Société des Nations. Elle ne peut donc compter que sur elle-même pour assurer sa défense. La conséquence logique est qu'elle doit disposer de la marine et de l'aviation

les plus fortes du monde, supérieures même, voudraient certains, à une combinaison de celles de deux autres nations, sans toutefois que l'Angleterre entre en ligne de compte. Les relations anglo-américaines sont trop cordiales pour qu'il soit possible de prévoir un conflit.

Ce programme d'augmentation des armements est accepté par une opinion pacifiste, parce qu'il est présenté comme ne devant pas devenir un instrument de conquête, et que la nation a l'impression qu'il assure la sécurité et évitera la guerre, dont elle veut se préserver à tout prix.

C'est, d'ailleurs, le même argument qui est invoqué en Angleterre par certains milieux. Ce pays doit augmenter ses armements en vue de sa sécurité. On ajoute aussi qu'une marine et une aviation puissantes et fortes sont nécessaires pour assurer le maintien de la paix dans le monde. Il n'y aurait aucun antagonisme entre le Pacte et le développement des armements. La nation britannique est essentiellement pacifiste ; si donc elle devait utiliser un jour ses forces militaires, ce serait pour le compte de la Société des Nations. On n'a pas manqué évidemment de répondre, dans d'autres milieux, que la tâche de l'institution de Genève serait beaucoup plus facile si tous les États étaient désarmés.

Il n'y a pas de place à l'heure actuelle pour la vraie sécurité. Les conventions pacifistes risquent d'être réduites à néant. Les États forts peuvent tenir en échec la Société des Nations et la cause de la paix. Le conflit italo-éthiopien a montré la précarité du système en vigueur dans les conditions actuelles des armements. D'ailleurs, le développement de la sécurité collective et de l'assistance mutuelle devrait rendre possible le désarmement simultané. Le maintien d'une grande puissance militaire pour assurer sa propre sécurité, ne serait plus alors justifié.

L'idée de crainte est exploitée aux États-Unis et dans les autres pays anglo-saxons par une certaine presse au service de ceux qui fabriquent des armements. Ainsi cette presse fait des campagnes sensationnelles, montrant que les États-Unis et la Chine, — c'est un assemblage curieux, — sont désarmés et deviennent une tentation pour les nations de proie.

Les esprits les plus clairvoyants aux États-Unis ne méconnaissent plus l'origine de ces campagnes de presse et les intérêts privés qui, sous des apparences patriotiques, se cachent

derrière elles. L'enquête officielle du Sénat américain, dont on a déjà parlé, a établi que dans tous les pays les munitionnaires poussent, grâce à la presse qu'ils contrôlent, au réarmement. L'opinion publique en Angleterre et aux États-Unis est beaucoup mieux avertie aujourd'hui qu'autrefois sur ces problèmes. Il n'est pas rare, lorsqu'on questionne des Américains sur le réarmement de leur pays, d'obtenir les réponses suivantes: il est injustifié. La situation des États-Unis est tout à fait différente de celle des pays d'Europe, car leur position géographique les met à l'abri de toute menace d'agression. Si donc le programme de réarmement arrive à être voté par le Congrès, c'est en raison de campagnes de presse qui trompent l'opinion publique et de la pression de la grande industrie sur ses membres. Celle-ci a des représentants à Washington pour influencer les députés et les sénateurs. Cette pratique s'appelle *lobbyism*, c'est-à-dire intrigue de couloir. La terminaison en *ism* prouve qu'il s'agit d'un usage qui est entré dans les mœurs politiques américaines.

D'ailleurs, depuis la crise, la presse complaisante pour la grande industrie déclare fréquemment que la reprise économique sera facilitée par le réarmement ; celui-ci se traduira par des commandes de l'État à la production nationale.

C'est une thèse que l'on entend invoquer partout dans le monde. En Allemagne, combien d'hitlériens, qui avaient appris la leçon comme des enfants studieux, me l'ont exposée!

La masse américaine est sensible à cet argument économique, car elle vit dans la hantise de la prospérité.

Bien des esprits, aux États-Unis et en Angleterre, se rendent compte que ces deux pays assument une grande responsabilité. Ils entraînent les autres nations dans cette course infernale des armements qui empêche toute reprise des affaires.

Le réarmement alourdit le budget de l'État. L'épargne de la nation est détournée de fins productives pour être gaspillée en coups de canon ou en torpilles lors des manœuvres militaires ou navales.

Voici d'ailleurs ce qu'écrivait un journal anglais qui fait preuve toujours de modération :

La production des armes peut être productrice de travail, mais c'est un travail qui ne contribue en rien au bien-être de la nation.

C'est une charge qui pèse sur les contribuables, du même ordre précisément que celle qui est destinée au paiement des subsides de chômage.

C'est une activité qui ne contribue pas à l'augmentation du niveau de vie national, mais au contraire l'abaisse.

Quand un pays importe les matières premières en vue de la fabrication d'armements, il ne produit rien à exporter en échange dans le système actuel de l'équivalence des transactions; il doit se contenter d'une importation réduite de denrées destinées à la subsistance de la population, et de matières premières et de produits auxiliaires nécessaires à l'activité économique normale du pays. Si les dépenses destinées aux armements augmentaient réellement la sécurité, cette plus grande tranquillité serait un stimulant aux affaires et aux entreprises courantes, et les dépenses militaires seraient un investissement profitable pour le monde; dans les circonstances présentes, toutefois, où elles réduisent de toute évidence la sécurité, leur effet final est sans appel négatif.

Il n'est pas question de juger ce problème du point de vue économique ni d'examiner le bien-fondé du réarmement anglo-saxon du point de vue politique.

L'essentiel à retenir est que les armements dans les pays anglo-saxons ne sont une menace contre aucune nation européenne. Ce ne sont pas des instruments d'agression. Ils n'ont pas la même signification que dans d'autres pays.

Ce n'est pas, en effet, la possession de gros armements qui peut être inquiétante pour la sécurité des autres États, — il paraît difficile de refuser ce droit à une nation souveraine, — mais la mentalité belliqueuse et l'esprit de conquête qui, en dépit de déclarations officielles en faveur de la paix, sont soigneusement cultivés dans certains pays.

Idéologie et action internationale

Si j'ai insisté sur cette horreur irrésistible de la guerre, de la violence et du sang versé qu'ont les nations anglo-saxonnes, c'est que cette attitude a des conséquences pratiques très importantes.

C'est, en effet, faire preuve d'un manque de réalisme absolu que de nier le rôle primordial des facteurs idéologiques dans la vie humaine. L'homme agit non seulement par intérêt, mais aussi par passion et par sentiment. Un vrai réaliste, pour avoir vision complète du monde, ne doit pas négliger ce fait.

Dans les pays anglo-saxons, l'horreur de la guerre s'accompagne d'une répulsion irrésistible contre celui, quel qu'il soit, qui se rend coupable de violences, au mépris des engagements le plus solennellement et librement signés. Elle engendre également la sympathie pour la victime, surtout si la victime est un peuple faible qui ne peut se défendre. L'agression italienne en Éthiopie montre clairement les réactions de l'opinion publique américaine et britannique à l'égard d'une nation se livrant à un acte de guerre : c'est la réprobation générale, et même fréquemment le désir de châtier l'État coupable et d'aider la victime.

Il n'est pas possible d'envisager dans cet article ¹ l'action que les nations anglo-saxonnes sont disposées à entreprendre en cas de conflit. Mais l'essentiel à retenir pour le moment, c'est que l'opinion publique est disposée à sévir. La discussion porte principalement sur les moyens de prévenir la guerre et de punir l'agresseur. Ainsi apparaît l'importance de l'idéologie pacifiste anglo-saxonne.

D'ailleurs, les facteurs sentimentaux ont joué d'une façon indiscutable au moment de la déclaration de guerre en 1914. Certes, des raisons d'intérêt ont motivé l'intervention des diverses nations du monde aux côtés de la France, mais les considérations morales ont été aussi déterminantes.

L'opinion publique était convaincue qu'aider la France était défendre la cause du droit et de la civilisation. Dans les pays de liberté, il aurait été impossible de mobiliser ce peuple entier si on ne lui avait fait comprendre que la justice était en jeu. Une semblable conviction était indispensable.

Un de mes amis américain me dit :

Je ne comprends pas comment ce sont les plus ardents patriotes qui nient l'importance des mobiles idéologiques et sentimentaux dans l'action des nations. On ne se bat pas pour sa patrie uniquement par intérêt, mais par sentiment de justice, par désir de sauvegarder le droit et les valeurs spirituelles d'une civilisation. On est ferme et enthousiaste lorsqu'on a la conviction que l'on défend à la fois un idéal et des intérêts.

Il ajoutait :

C'est travailler contre l'intérêt de la France de déclarer que la politique internationale de l'Angleterre et des États-Unis n'est

1. Cette question est longuement examinée dans un livre actuellement en préparation : *les Nations anglo-saxonnes et la Paix*, à paraître à la librairie du Recueil Sirey (Paris).

déterminée que par des considérations égoïstes. Vous ne vous figurez pas comment ces blessures d'amour-propre sont vivaces et demeurent profondément ancrées dans l'esprit des individus. Ces sentiments de rancune peuvent jouer d'une façon obscure et inconsciente mais irrésistible, le moment venu.

N'est-il pas aussi impardonnable, de votre part, de répéter cette contre-vérité, alors que chez nous on est trop porté aujourd'hui à la croire? Une propagande, dont il est inutile de taire l'origine, a fini par persuader bien des Américains que seul l'égoïsme des puissances économiques les a amenés à se ranger aux côtés des alliés. La cause de ceux-ci n'était pas juste. On s'était servi des termes de droit et de civilisation pour les faire marcher et pour les duper. Vous avez vu quelle a été la conséquence pratique de cette attitude. On répète aujourd'hui en Amérique que le peuple américain a été trompé en 1917. On ne le fera plus désormais entrer en guerre pour sauvegarder des intérêts économiques d'une petite minorité. Il se défera irrésistiblement des campagnes prêchant l'intervention armée, ou l'appui matériel à un État victime d'une agression, car il soupçonnera que cette propagande n'est pas désintéressée. Tout l'arsenal législatif récemment voté a précisément pour but de maintenir les États-Unis dans l'isolement absolu, quels que soient les abus de force commis par une nation.

Il est souverainement inopportun et maladroît de renforcer cette conviction déjà trop profondément ancrée dans les esprits. La France signe ainsi par avance son arrêt de mort; elle ne rêve pas d'aventure, et n'aspire qu'à la tranquillité. Si donc un jour elle est victime d'une agression, l'aide des États-Unis, ne fût-elle qu'économique, lui sera d'une importance capitale.

Les facteurs idéologiques ont joué pendant la dernière guerre. Pourtant il n'y avait aucune institution ou juridiction internationale susceptible de mobiliser l'opinion publique mondiale en déclarant solennellement la culpabilité de l'agresseur. On l'a constaté à propos du conflit italo-éthiopien. Une condamnation officielle a un effet d'entraînement. Aucun État n'ose manquer à sa parole. De bon ou de mauvais gré, on se range aux côtés de la victime. A défaut de la Société des Nations, il serait infiniment plus facile, sans émouvoir l'opinion publique, de se cantonner dans une attitude de neutralité. L'Institution de Genève permet la formation rapide d'un front contre l'agresseur. Sans elle, ce front serait beaucoup plus difficile et certainement plus long à se constituer. Elle décourage par avance les aventures. Un État hésitera à enfreindre la loi internationale s'il est sûr de rencontrer sur sa route une coalition générale.

L'idéologie pacifiste anglo-saxonne est donc extrêmement importante pour la France, qui ne désire que la paix. Elle

est de nature à prévenir une agression, et, si par malheur elle se produit, elle contribuera à mettre les différentes nations aux côtés de la victime, permettant ainsi de repousser cette attaque.

* * *

Je ne crois pas avoir trop insisté sur l'idéalisme anglo-saxon. Un gouvernement qui n'en tiendrait pas compte se heurterait à des courants d'idéologie passionnés.

Ce n'est pas à dire, bien entendu, que la politique positive sera calquée exactement sur les règles strictes de l'éthique, mais elle ne pourra pas les ignorer. La vie est essentiellement faite de compromis entre les nécessités contingentes et la morale.

Dr Charles-D. HERISSON,
Toulouse, France.
